



CDEN du 7 novembre 2011

Déclaration de la FSU

Aujourd'hui, le premier ministre annonce une nouvelle aggravation de sa politique d'austérité au nom de la dette dite publique.

Cette orientation renforce encore les déséquilibres en faveur d'une minorité aux dépens de la majorité du pays.

Nous tenons à rappeler ici que ce ne sont ni les services publics, ni l'Ecole en particulier, ni nos salaires, ni les pensions, ni les minima sociaux qui sont à l'origine de cette soi-disant dette.

Par la réduction des recettes fiscales, particulièrement celles de l'impôt direct sur le revenu, par l'émission de titres spéculatifs de la "dette", les Etats ont, sans consulter les peuples, construit la situation présente qui met les services publics en danger, dont le service public d'Education.

L'exemple de la Grèce montre que le choix de l'austérité n'est pas seulement injuste mais inefficace.

Par ailleurs, il y a un budget, dont l'augmentation est prévue, c'est celui de la défense. Il ne semble pas connaître la crise : il devrait augmenter de 2,4% et une partie non négligeable (21%) concernerait l'arme nucléaire.

De l'argent qui serait plus utile à l'Ecole !